

## II – OBSERVATIONS :

1. Permettre en toute circonstance, un accès par les véhicules de secours. Cette voie devra présenter les caractéristiques suivantes :

- largeur utilisable : 3 mètres ;
- surlargeur dans les virages de  $S = 15/R$  ;
- force portante : 16 tonnes ;
- rayon intérieur : >11 mètres ;
- hauteur libre : 3,5 mètres ;
- pente : < 15 %.

Les impasses de plus de 60 mètres devront se terminer par une aire de retournement.

2. La défense extérieure contre l'incendie sera proportionnée suivant l'importance des bâtiments à construire.

a) Pour les constructions d'habitations présentant un risque particulièrement faible, la défense incendie doit être assurée :

- ✓ soit par un poteau de 100 mm normalisé assurant un débit de 1000 l/mn pendant 2 h 00 ;
- ✓ soit par une réserve d'eau, naturelle ou artificielle, de 120 m<sup>3</sup> ;
- ✓ soit par la combinaison de ces deux solutions.

En prenant en compte les points d'eau ayant une capacité d'au moins 30 m<sup>3</sup>/h mais atteignant une capacité minimale cumulée de 60 m<sup>3</sup>/h.

Ces points d'eau devront être situés à moins de 400 m de la construction la plus éloignée (distance mesurée par les chemins praticables) et implanté en bordure de chaussée carrossable ou à moins de 5 m de celle-ci.

### A noter :

La notion d'habitation présentant un risque particulièrement faible se définit de la manière suivante :

- ✓ Maisons d'habitation individuelles ;
- ✓ R+1 maximum ;
- ✓ Surface développée de plancher inférieure à 250 m<sup>2</sup> ;
- ✓ Bâtiment isolé des tiers par une surface libre de 4 m.

b) Pour les constructions d'habitation ne répondant pas à tous les critères du risque particulièrement faible désigné ci-dessus, assurer la défense extérieure contre l'incendie en complément du paragraphe a) :

Ce point d'eau devra être situé à moins de 200 m de la construction la plus éloignée (distance mesurée par les chemins praticables) et implanté en bordure de chaussée carrossable ou à moins de 5 m de celle-ci.

L'implantation des ouvrages de défense extérieure contre l'incendie à installer devra s'effectuer en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Charente.

A notre connaissance, la défense incendie existante n'est pas satisfaisante :

- Pas de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à moins de 400 mètres

Par ailleurs, la construction, en fonction de sa nature et de son affectation, devra répondre aux règles édictées par les textes suivants :

- Pour les bâtiments d'habitation : arrêté du 31 janvier 1986 (JO du 05 mars 1986) (*consultable sur : <http://www.admi.net/jo/arr31janvier1986.html> ou encore <http://www.sitesecurite.com>*) relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre l'incendie.

- Pour les établissements recevant du public : code de la construction et de l'habitation (art R 123.1 à 55 notamment) et règlement de sécurité du 25 juin 1980 ou du 22 Juin 1990 (consultables sur : <http://www.sitesecurite.com>).

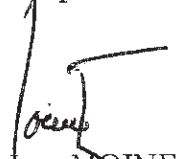
Aussi, il appartient au pétitionnaire de s'assurer du respect des dispositions de ces textes.

### III – RAPPELS :

1. Le contrôle exercé par l'administration ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (Art. 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation),
2. Les travaux devront être réalisés conformément aux plans et renseignements joints au dossier de permis de construire pour ce qui n'est pas contraire aux observations faites ci-dessus.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le directeur départemental,



Colonel Jean-MOÏNE

# ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

AVIS

## CERTIFICAT D'URBANISME

Numéro de dossier : CU01625117W0006  
Identifiant de l'installation : A2016MG008  
Adresse des travaux : Le Bourg  
Commune : 16480 ORIOLLES  
Nom et adresse du demandeur :  
Commune d'Oriolles  
Le Bourg 16480 ORIOLLES

Référence cadastrales :  
B 1005  
Superficie : 3250 m<sup>2</sup>

Affaire suivie par Sandrine AUBURTIN

Opération projetée : Réalisation d'un bâtiment d'environ 250 m<sup>2</sup> comprenant quatre appartements et une salle d'accueil commune (de plain-pied) pour personnes retraitées.

**Avis favorable** concernant la demande de certificat d'urbanisme présentée par le demandeur.

Ce projet nécessitera l'intervention d'un bureau d'étude spécialisé pour déterminer le type d'assainissement et son dimensionnement avant le dépôt du permis de construire. Le projet devra tenir compte de l'assainissement existant sur la parcelle qui concerne la mairie, le logement locatif, la salle des fêtes et l'école.

Dans le cas où un rejet des eaux traitées serait nécessaire dans le fossé départemental, celui-ci est soumis à l'autorisation du Département (convention).

Le terrain est situé en zone d'assainissement non collectif au sein du schéma directeur d'assainissement de la commune.

Fait à Touverac, le 22 décembre 2017,

Par délégation,  
Clotilde NOUTAÏS  
Directrice de l'Aménagement



*Avis favorable*

Fait à ... *Oriolles* ..., le ... *22 Décembre 2017* ...

Le Maire



### Informations :

- Avant le dépôt du permis de construire, il est conseillé de faire réaliser une étude à la parcelle par un bureau d'étude spécialisé pour déterminer la perméabilité du sol et définir ainsi le type de filière d'assainissement à mettre en place.
- Toute future construction ou réhabilitation à usage d'habitation devra être dotée d'un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur (Arrêtés du 27 avril 2012 et du 7 septembre 2009 modifié le 7 mars 2012).
- Le dossier d'assainissement non collectif est instruit par le Service d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes des 4B préalablement au dépôt du permis de construire en mairie.

Service Public d'Assainissement Non Collectif Le Vivier 16360 Touverac

Tél : 05.45.78.16.53 - E-mail : [assainissement@cdc4b.com](mailto:assainissement@cdc4b.com)